

L'éducation en crise

Le puissant mouvement de protestation qui a traversé l'Europe dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement ces cinq dernières années, voire plus, démontre que la politique néolibérale de l'éducation a échoué. Crise d'adaptation des contenus et des méthodes aux besoins du monde d'aujourd'hui. Crise de la démocratisation d'un système formel qui n'est pas capable de garantir le même accès aux biens culturels à tous.

De l'Accord Général sur le Commerce des Services signé en 1994 au sein de l'OMC à la stratégie élaborée par le sommet européen de Lisbonne en 2000, passant par les recommandations de l'OCDE et les évaluations PISA des systèmes scolaires européens ... tous accusent-ils le système éducatif actuel d'être trop coûteux, de ne pas répondre aux besoins de l'économie et de ne pas être suffisamment compétitif. Enfin, dans un espace ouvert par la libéralisation, les multinationales de matériel scolaire vendent leurs services et leurs modules.

La politique néolibérale a conduit à une régression qui met en question tous les acquis des dernières années. Elle met en place un système d'éducation formel à plusieurs vitesses, mène à l'éclatement de l'éducation nationale sous l'effet de la compétition des établissements scolaires, et détruit l'idée-même de culture. Enfin, elle provoque des mouvements de protestation et de résistance dans tous les pays d'Europe.

1. Rétablir le droit à l'éducation publique et gratuite

La revendication d'un droit à l'éducation publique implique en premier lieu la gratuité totale de ce service, des crèches et écoles maternelles à l'université. Ceci suppose une dotation suffisante de la part de l'Etat, à hauteur d'au moins 6 % du PIB des pays de l'Union européenne. Le Parti de la Gauche Européenne (PGE) s'oppose à la mainmise des institutions caritatives et religieuses sur l'encadrement pédagogique de la petite enfance. La politique visant à diminuer le financement public dans le secteur de l'éducation entraîne la privatisation des universités. Elle empêche les établissements d'avancer la recherche fondamentale, notamment dans le domaine de l'enseignement, et diminue l'indépendance des universités, dorénavant dépendantes de sponsoring et de partenariats avec des entreprises privées.

Une éducation publique n'est possible qu'avec un Etat et une gestion des écoles responsables. En outre, le statut du corps professoral et du reste du personnel doit garantir leur indépendance dans le cadre des missions qui leur sont assignées par la collectivité. Le PGE s'oppose dès lors à toute forme de gestion qui prenne pour modèle l'entreprise privée : directeur tout-puissant qui est à même de recruter et de licencier les enseignants et les élèves à sa guise ; compétition entre les écoles par rapport au partage des ressources disponibles ; contrôle du savoir scientifique. Le PGE exige des plans de recrutement de personnel fixes et stables.

2. Combattre toutes les formes d'inégalité et d'exclusion

La condition préalable d'une lutte efficace contre l'inégalité et l'exclusion consiste en une réunification du système scolaire sous la forme d'un tronc commun ou d'une école unique rassemblant tous les élèves d'une même classe d'âge. Une telle école doit accueillir les enfants à partir de l'âge de trois mois à travers un système de crèches et d'écoles maternelles couvrant tout le territoire du pays respectif. Ensuite, il faut repousser le choix des filières jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, donc jusqu'à l'âge de 18 ans. L'institution scolaire n'a pas le droit de se débarrasser de sa responsabilité en acceptant

l'échec d'élèves et en les écartant dans des ghettos scolaires. Le PGE demande une école qui intègre la diversité des élèves, une école qui permette l'accès de toutes et de tous aux mêmes formes de savoir et de culture, une école qui s'oppose à toute inégalité, qui ne prenne pas le retard et l'échec comme centres de toutes ses actions. L'école doit promouvoir la culture de manière positive et hétérogène.

3 - Garantir l'accès au savoir à toutes et à tous

Le PGE lutte pour un système éducatif qui permette aux étudiants de développer un esprit critique. Au niveau universitaire, cela suppose la liaison entre recherche et enseignement ainsi que l'indépendance des recherches à l'égard du marché. Quant à la formation professionnelle, le PGE refuse la fragmentation du système en plusieurs modules indépendants et soutient une formation synthétique et intégrée qui prépare aussi bien à des études universitaires qu'à une formation tout au long de la vie.

L'école ne doit pas s'aligner sur le monde du travail. En outre, il faut mettre l'accent sur les méthodes d'apprentissage actif, axés sur l'expérimentation et l'élaboration collective. Il faut promouvoir la notion de culture et d'éducation artistique en évitant la marginalisation de certaines formes d'expression (corporelle, dramatique, plastique, musicale, etc.) ainsi que de savoirs non-utilitaires. Au sein d'une école démocratique, il faut garantir les droits des élèves et privilégier le dialogue avec les parents. Enfin, tout diplôme universitaire doit garantir des droits professionnels partout en Europe.

Le PGE s'engage à lutter contre la politique néolibérale. Le PGE veut :

- Assurer et reconstruire un service public éducatif, garant d'une éducation émancipée de tous les pouvoirs politiques, religieux et économiques.
- Eviter toute privatisation. Les investissements dans le secteur de l'éducation sont insuffisants et s'orientent vers un enseignement scolaire et universitaire privé. Il s'agit là d'une tendance à invertir.
- Assurer une éducation gratuite et laïque pour toutes et pour tous, sans exception, indépendamment de l'origine sociale, de la classe, de l'origine ethnique ou de la religion.
- Des classes mixtes, comprenant femmes et hommes à la fois, à tous les niveaux.
- Combattre et faire reculer toute discrimination par rapport aux conditions de migration et d'urbanisation, intégrer les élèves et étudiants immigrés, faire respecter leurs caractéristiques linguistiques et culturels.
- Garantir une éducation inclusive pour toutes les personnes handicapées ainsi que des infrastructures qui permettent un accès et un accompagnement adaptés à leurs spécificités.
- L'enseignement obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans.
- Garantir l'accès au savoir et aux techniques nécessaires à la compréhension du monde, en vue de permettre à toutes et à tous d'y participer activement.
- Mettre fin à la flexibilité et la précarité pour tout membre du personnel dans le secteur de l'éducation.

Luttons contre l'agenda néolibéral contre la crise, luttons pour l'éducation.